

AULNAY-SOUS-BOIS - VILLEPINTE

La maison de l'emploi menacée

La maison de l'emploi d'Aulnay-Villepinte va-t-elle mettre la clé sous la porte ? Le maire PS d'Aulnay ne l'exclut pas. « On va tout faire pour refuser cette fermeture », affirmait Gérard Ségura hier. De fermeture, il n'est pas réellement question, mais l'élu estime que la diminution des crédits alloués par l'Etat menace l'existence même de la structure créée en 2004. Il faut dire que l'enveloppe a sérieusement fondu : « Le préfet à l'égalité des chances est venu nous l'annoncer en personne : nous ne toucherons que 850 000 € cette année, contre 1,6 M€ l'an dernier. Je ne sais pas comment trouver l'argent manquant », affirme Gérard Ségura.

Elle avait reçu 30 000 visites l'an dernier

La structure aura bien du mal à faire des économies. La maison de l'emploi sort en effet d'une sévère cure d'amaigrissement, que Gérard Ségura avait appelé de ses vœux. Au gré



AULNAY, HIER. Les crédits de l'Etat alloués à la maison de l'emploi vont diminuer de moitié cette année.

(LP/G.B.)

de licenciements négociés, les effectifs sont passés de 90 à 56 salariés. Dans le même temps, les frais de

fonctionnement ont diminué de près de 50 % au sein de ce qui est devenu la maison de l'emploi, de l'insertion,

de la formation et de l'entreprise (Meife). Bref, il sera difficile de tailler davantage dans les comptes.

Les crédits de l'Etat étaient versés au titre du label Maison de l'emploi, décerné à la structure en 2005. Ils servaient jusqu'à présent à financer un certain nombre d'actions (ateliers club emploi) mais aussi à payer les 17 postes du pôle dédié à l'emploi. Ces agents suivent les dossiers de la moitié des 6 000 demandeurs d'emploi de la ville, leur proposant formations, ateliers, et contrats de travail. En ces temps de crise, l'activité est en plein boom. La Meife, qui a reçu l'an dernier 30 000 visites, s'apprêtait à prendre en charge l'accompagnement des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) — 2 000 personnes environ.

Selon la municipalité, les services de l'Etat ont expliqué cette diminution budgétaire par « des difficultés conjoncturelles ». Contactée hier, la préfecture ne nous a pas répondu.

GWENAEL BOURDON